nº L.351/I

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 3 mai 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant et complétant l'arrêté du Régent du 31 janvier 1948 règlant la constitution des Commissions de contrôle et leur compétence et fixant la procédure pour l'application de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le Statut des résistants civils et des réfractaires, a donné en sa séance du 6 mai 1949 l'avis suivant:

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e Mei 1949 door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende wijziging en aanvulling van het besluit van de Regent van 31 Januari 1948 tot regeling van de instelling der Controlecommissies en van hun bevoegdheid en tot vaststelling van de procedure voor de toepassing van de besluitwet van 24 December 1946, houdende inrichting van het statuut der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars, heeft ter zitting van 6 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor, die beantwoordt aan de inzichten van de Regering, zoals deze hem werden uiteengezet.

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 31 JANVIER 1948 REGLANT LA CONSTITUTION DES COMMISSIONS DE CONTROLE ET LEUR COMPETENCE ET FIXANT LA PROCEDURE POUR L'APPLICATION DE L'ARRETE-LOI DU 24 DECEMBRE 1946 ORGANISANT LE STATUT DES RESISTANTS CIVILS ET DES REFRACTAIRES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires;

Vu l'arrêté du Régent du 31 janvier 1948 réglant la constitution des commissions de contrôle et leur compétence pour l'application de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 précité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat.

Sur la proposition du Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 31 janvier 1948 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 1er - Les personnes qui prétendent au bénéfice du statut des résistants civils et des réfractaires, doivent introduire, sous pli recommandé à la poste, une demande adressée au Ministre qui a l'exécution du statut des résistants civils et des réfractaires dans ses attributions.

Les demandes sont rédigées dans une des deux langues nationales; toutefois, les personnes établies dans une commune où la langue allemande est utilisée dans l'administration peuvent établir leur demande en allemand.

Les demandes doivent être introduites avant le 1er septembre 1949."

Article 2 -

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 6 - Les ayants droit d'un résistant civil ou d'un réfractaire décédé ou présumé tel, peuvent introduire une demande en lieu et place de leur auteur.

Sont considérées comme ayants droit d'un résistant civil ou réfractaire décédé ou présumé tel, pour l'application de la présente disposition, toutes les personnes qui justifient d'un intérêt à la reconnaissance dans le chef de leur auteur, de la qualité de résistant civil ou de réfractaire.

Les ayants droit produisent tous les documents et pièces qu'aurait dû fournir leur auteur et affirment que celui-ci n'est pas exclu du bénéfice du statut par les articles 3 et 4 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Ils justifient également de l'intérêt qu'ils ont à la reconnaissance de la qualité de résistant civil ou de réfractaire dans le chef de leur auteur."

Article 3 -

L'article 12, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 12 - Des commissions de contrôle sont créées par arrêté ministériel au siège de chaque cour d'appel, de certains tribunaux de 1ère instance et exceptionnellement en tout autre lieu."

Article 4 -

L'article 15, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

Article 5 -

L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 17 - Chaque Chambre des commissions de contrôle chargées d'examiner les demandes tendant à la reconnaissance de la qualité de résistant civil est composée de cinq membres nommés par le Roi :

1° un magistrat effectif, suppléant ou honoraire qui en assume la présidence;

2° deux membres, dont un commissaire de l'Etat rapporteur, proposés par le Ministre qui a dans ses attributions l'exécution du statut des résistants civils;

3° deux membres sur proposition des associations reconnues de résistants civils, parmi les personnes qui réunissent les conditions requises pour prétendre à la qualité de résistant civil."

Article 6 -

L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18 - Chaque chambre des commissions de contrôle chargée d'examiner les demandes tendant à la reconnaissance de la qualité de réfractaire est composée de cinq membres nommés par le Roi :

1° un magistrat effectif, suppléant ou honoraire qui en assume la présidence;

2° deux membres, dont un commissaire de l'Etat rapporteur, proposé par le Ministre qui a dans ses attributions l'exéoution du statut des réfractaires;

3° deux membres choisis sur proposition des associations reconnues de réfractaires, parmi les personnes qui réunissent les conditions requises pour prétendre à la qualité de réfractaire."

Article 7 -

L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 23 - Les conclusions du commissaire de l'Etat non ~~conformes~~ à la demande de l'intéressé, sont notifiées à ce dernier sous pli recommandé à la poste, au moins quinze jours francs avant la date fixée pour l'audience.

" Dans ce cas, le demandeur est invité à comparaitre et a la faculté d'envoyer ses conclusions écrites au commissaire de l'Etat sous pli recommandé à la poste, au moins trois jours francs avant la date fixée pour l'audience.

La commission est saisie du dossier par le commissaire de l'Etat; celui-ci y fait rapport et dépose des conclusions écrites qui portent notamment sur la force probante des éléments apportés par la demandeur, sur leur pertinence en rapport avec chacun des objets de la demande sur laquelle la commission doit décider, conformément à l'article 15 du présent arrêté, ainsi que sur l'existence dans le chef de la personne dont la qualité de résistant civil ou de réfractaire est en cause, des causes d'exclusion ou de déchéance.

Le demandeur, s'il est présent ou représenté, répond aux conclusions du commissaire de l'Etat, soit verbalement, soit en déposant et développant les conclusions écrites communiquées au commissaire de l'Etat dans les délais prescrits à l'alinéa 2 du présent article.

Le demandeur peut solliciter la remise des débats, sans que la commission soit tenue de faire droit à sa demande."

Article 8 -

Les alinéas 4 et 6 de l'article 26 du même arrêté sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes:

" Les décisions sont motivées et rencontrent les conclusions tant du commissaire de l'Etat rapporteur que celles éventuellement déposées par le demandeur.

Les minutes des décisions, signées par tous les membres et par le greffier présents au délibéré, sont annexées aux dossiers; les copies certifiées conformes sont enliassées par ordre chronologique et conservées au greffe, après avoir été signées par le greffier."

Article 9 -

L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27 - Le demandeur peut interjeter appel de la décision de la commission de contrôle dans les soixante jours de la signification de cette décision.

L'appel doit être formé par lettre recommandée à la poste, adressée au greffe de la commission d'appel.

L'appel doit être motivé."

Article 10 -

L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28 - Le Ministre compétent peut interjeter appel de la décision de la commission de contrôle dans les soixante jours de la signification de la décision au demandeur.

L'appel du Ministre est constaté par une inscription, paraphée par le Ministre ou par son délégué, dans un registre d'appel. "

Article 11 -

L'article 30, alinéa 3, du même arrêté est abrogé.

Article 12 -

L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 38 - Les minutes des décisions d'appel signées par tous les membres et par le greffier présents au délibéré, sont annexées aux dossiers.

Les copies certifiées conformes sont enliassées par ordre chronologique et conservées au greffe après avoir été signées par le greffier. "

Article 13 -

Une section 5bis et un article 38bis, libellés comme suit, sont insérés dans le chapitre II du même arrêté :

" Section Vbis - La reprise d'instance

Article 38bis - Lorsque le demandeur vient à décéder avant la décision définitive, les héritiers ou l'un d'eux peuvent notifier au Ministre compétent, par lettre recommandée à la poste, qu'ils entendent continuer la procédure.

La procédure faite antérieurement à cette notification reste valable. "

Article 14 -

L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 40 - Il est statué sur les cas soumis ~~en~~ révision comme s'il s'agissait d'une première demande; la commission de contrôle ~~ayant~~ tout d'abord à statuer sur sa recevabilité, en prenant en considération le caractère nouveau des éléments avancés ou la réalité de l'erreur invoquée."

Article 15 -

L'article 44 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

" Ils ne peuvent en aucun cas ni représenter, ni assister les personnes qui ont demandé le bénéfice du statut des résistants civils et des réfractaires."

Disposition transitoire

Article 16 -

Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et réputées tardives sont recevables.

" Les demandes introduites dans les délais fixés à l'article premier du présent arrêté, auprès du Ministre compétent, pour bénéficier du statut des agents de renseignements et d'actions ou du statut de la résistance armée, tiennent lieu, le cas échéant, de demande régulière pour l'application du présent arrêté."

Article 17 -

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 31 JANUARI 1938 TOT REGELING VAN DE INSTELLING DER CONTROLECOMMISSIES EN VAN HUN BEVOEGDHEID EN TOT VASTSTELLING VAN DE PROCEDURE VOOR DE TOEPASSING VAN DE BESLUITWET VAN 24 DECEMBER 1946 HOUDENDE INRICHTING VAN HET STATUUT DER BURGERLIJKE WEERSTANDERS EN WERKWEIGERAARS.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht;

Gelet op het besluit van de Regent van 31 Januari 1948 tot regeling van de instelling der controlecommissies en van hun bevoegdheid voor de toepassing van de voornoemde besluitwet van 24 December 1946;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 31 Januari 1948 wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

" Artikel 1 - De personen, die op het voordeel van het statuut der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars aanspraak maken, moeten door middel van een ter post aangetekende brief een aanvraag indienen, gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de uitvoering van het statuut der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars behoort.

De aanvragen worden opgesteld in een van beide landstalen; nochtans mogen de personen, die een gemeente bewonen waar in het bestuur de Duitse taal wordt gebruikt, hun aanvraag doen in het Duits.

De aanvragen moeten vóór 1 September 1949 ingediend zijn."

Artikel 2.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 6 - De rechthebbenden van een burgerlijk weerstander of een werkweigeraar die overleden is of die men vermoedt overleden te zijn, mogen in de plaats van hun rechtsvoorganger een aanvraag indienen.

Voor de toepassing van deze bepaling worden beschouwd als rechthebbenden van een burgerlijk weerstander of een werkweigeraar die overleden is of die men vermoedt overleden te zijn, alle personen, die bewijzen belang te hebben bij de erkenning, in hoofde van hun rechtsvoorganger, van de hoedanigheid van burgerlijk weerstander of van werkweigeraar.

De rechthebbenden leggen alle documenten en stukken over, die hun rechtsvoorganger had moeten indienen en bevestigen dat deze laatste niet door de artikelen 3 en 4

.../...

van de besluitwet van 24 December 1946 uitgesloten is van het voordeel van het statuut.

Zij bewijzen insgelijks het belang dat ze hebben bij de erkenning van de hoedanigheid van burgerlijk weerstander of van werkweigeraar in hoofde van hun rechtsvoorganger."

Artikel 3.-

Artikel 12, alinea 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 12 - Contrôlecommissies worden bij ministerieel besluit ingesteld ten zetel van ieder hof van beroep, van sommige rechtbanken van eerste aanleg en bij uitzondering in enige andere plaats."

Artikel 4.-

Artikel 15, alinea 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 5.-

Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 17 - Iedere kamer van de contrôlecommissies, belast met het onderzoek der aanvragen om toekenning van de hoedanigheid van burgerlijk weerstander, bestaat uit vijf door de Koning benoemde leden:

1° een werkend-, plaatsvervangend- of eremagistraat, die het voorzitterschap er van waarneemt;

2° twee leden, onder wie een Staatscommissaris-verslaggever voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de uitvoering van het statuut der burgerlijke weerstanders behoort;

.../...

3° twee leden, op voordracht van de erkende verenigingen van burgerlijke weerstanders, gekozen onder de personen die de vereiste voorwaarden vervullen om op de hoedanigheid van burgerlijk weerstander aanspraak te kunnen maken."

Artikel 6.-

Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 18 - Iedere kamer van de contrôlecommissies belast met het onderzoek der aanvragen om toekenning van de hoedanigheid van werkweigeraar, bestaat uit vijf door de Koning benoemde leden:

1° een werkend-, plaatsvervangend- of eremagistraat, die het voorzitterschap er van waarneemt;

2° twee leden, onder wie een Staatscommissaris-verslaggever, voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de uitvoering van het statuut der werkweigeraars behoort;

3° twee leden, op voordracht van de erkende verenigingen van werkweigeraars, gekozen onder de personen, die de vereiste voorwaarden vervullen om op de hoedanigheid van werkweigeraar aanspraak te kunnen maken."

Artikel 7.-

Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

"Artikel 23 - De besluiten van de Staatscommissaris, die tegenstrijdig zijn met de aanvraag van de belanghebbende, worden deze laatste, ten minste vijftien vrije dagen vóór de datum welke voor de zitting is gesteld, door middel van een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

In dit geval wordt de aanvrager verzocht om te verschijnen en mag hij zijn schriftelijke besluiten, ten minste drie vrije dagen vóór de datum die voor de zitting is gesteld door middel van een ter post aangetekende brief aan de Staatscommissaris zenden.

De Staatscommissaris legt het dossier aan de commissie voor; hij brengt er verslag uit en legt schriftelijke besluiten neer, die namelijk betrekking hebben op de bewijskracht van de door de aanvrager aangevoerde gegevens, op het passend verband er van met ieder voorwerp van de aanvraag over dewelke de commissie moet beslissen, overeenkomstig artikel 15 van dit besluit, alsmede op het voorhanden zijn in hoofde van de persoon over wiens hoedanigheid van begunstigde van het statuut het gaat, van de oorzaken van uitsluiting of van verval.

De aanvrager, zo hij aanwezig of vertegenwoordigd is, antwoordt op de besluiten van de Regeringscommissaris, hetzij mondeling, hetzij door neerlegging of uiteenzetting van de schriftelijke besluiten, die aan de Staatscommissaris binnen de in alinea 2 van dit artikel voorgeschreven termijn zijn medegedeeld.

De aanvrager mag om uitstel van de debatten verzoeken, zonder dat de commissie verplicht is op zijn verzoek in te gaan."

.../...

Artikel 8.-

De alinea's 4 en 6 van artikel 26 van hetzelfde besluit worden onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen :

" De beslissingen worden met redenen omkleed en houden rekening met de besluiten van de Staatscommissaris-verslaggever zowel als met die, welke eventueel door de aanvrager zijn neergelegd.

De minuten van de beslissingen, worden, na ondertekening door al de leden en door de griffier, die de beraadslaging hebben bijgewoond, bij de dossiers gevoegd ; de eensluidend verklaarde afschriften der beslissingen worden in chronologische volgorde gerotuleerd en ter griffie bewaard, nadat zij door de griffier zijn ondertekend."

Artikel 9.-

Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 27.- De aanvrager kan tegen de beslissing van de controlecommissie beroep aantekenen binnen zestig dagen na de betekening van deze beslissing.

Het beroep moet ingesteld worden door middel van een ter post aangetekende brief, gericht aan de griffie van de commissie van beroep.

Het beroep moet met redenen omkleed zijn."

Artikel 10.-

Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

" Artikel 28 - De bevoegde Minister kan beroep aantekenen tegen de beslissing van de controlecommissie binnen zestig dagen na de betekening van de beslissing aan de aanvrager.

Het beroep van de Minister wordt vastgesteld door een inschrijving, door de Minister of zijn gemachtigde/geparafeerd in een register van beroep."

Artikel 11.-

Artikel 30, alinea 3, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 12.-

Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 38 - De minuten van de beslissingen van beroep, worden, na ondertekening door al de leden en door de griffier, die de beraadslaging hebben bijgewoond, bij de dossiers gevoegd.

De eensluidend verklaarde afschriften worden in chronologische volgorde gerotuleerd en ter griffie bewaard nadat zij door de griffier zijn ondertekend."

Artikel 13.-

In hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden een afdeling 5 bis en een artikel 38 bis ingevoegd, luidend als volgt :

" Afdeling 5 bis - Hervatting van het geding.

Artikel 38 bis - Wanneer de aanvrager vóór de eindbeslissing komt te overlijden, kunnen de erfgenamen of één van hen, door middel van een ter post aangetekende brief, aan de bevoegde Minister kennis geven dat zij de procedure wensen te vervolgen.

De vóór deze kennisgeving ingezette procedure blijft geldig.

.../...

Artikel 14.-

Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 40.- Over de in herziening behandelde gevallen wordt uitspraak gedaan alsof het een eerste aanvraag betrof, waarbij de controlecommissie in de eerste plaats over de ontvankelijkheid er van uitspraak heeft te doen, hierbij rekening houdend met de nieuwe aard der bijgebrachte gegevens of met de werkelijkheid der aangevoerde vergissing."

Artikel 15.-

Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" Zij mogen in geen geval degenen, die om het voordeel van het statuut der burgerlijke weerstanders en der werkweigeraars verzocht hebben, vertegenwoordigen of bijstaan."

Overgangsbepalingen.

Artikel 16.-

De aanvragen, die voor het in werking treden van dit besluit worden ingediend en die voor laattijdig worden gehouden, zijn ontvankelijk.

De aanvragen, die binnen de bij artikel één van dit besluit bepaalde termijnen bij de bevoegde Minister worden ingediend, om in aanmerking te komen voor het statuut der inlichtings- en actieagenten of voor het statuut van de gewapende weerstand gelden, in voorkomend geval, als regelmatige aanvraag voor de toepassing van dit besluit."

.../...

Artikel 17.-

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. DOR, assesseurs de la section de législation
P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,